

«Il manque un Lawrence d'Arabie pour unir toutes les tribus qui bouteront Daesh hors de Libye»



Vox Monde (<http://premium.lefigaro.fr/vox/monde/>) | Par [Alexandre Devecchio \(#figp-author\)](#)

Mis à jour le 24/12/2015 à 13h04

FIGAROVOX/ENTRETIEN - Pour Alain Rodier la progression de l'État islamique en Libye est inquiétante et la marge de manoeuvre d'une éventuelle coalition limitée.

*Spécialiste du terrorisme et de la criminalité organisée, ancien officier au sein des services de renseignement français, Alain Rodier est directeur de recherche au Centre Français de Recherche sur le Renseignement (**CF2R** (<http://www.cf2r.org/fr/cf2r/presentation.php>)).*

Daesh progresse en Libye. Le pays peut-il tomber dans l'escarcelle de l'Etat islamique?

Alain Rodier: Pas pour l'instant. A savoir que la Libye n'est pas l'Irak ni même la Syrie. Daesh est concurrencé par d'autres mouvements islamistes très bien implantés qui ont refusé de prêter allégeance à Abou Bakr al-Baghdadi. C'est en partie le cas à Derna où l'Etat Islamique (EI) a été obligé d'abandonner le centre ville à une coalition de groupes radicaux. Les milices Fajr Libya qui contrôlent

Tripoli sont résolument opposées à Daesh (ce qui ne veut pas dire qu'elles apprécient les Occidentaux). Al-Qaida est présent historiquement dans le pays ayant fourni nombre de cadres à la nébuleuse via son mouvement le Groupe Islamique Combattant Libyen (GICL). Al-Qaida au Maghreb Islamique (AQMI) est présent dans le Fezzan (au sud du pays) depuis la révolution de 2011. La katibat Al-Mourabitoune (qui aurait réintégré AQMI mais son chef, Mokhtar Belmokhtar, n'a pas confirmé ce fait) serait aussi présente le long de la côte au sud de Benghazi. De nombreuses milices dites modérées s'opposent à Daesh ne souhaitant pas leur abandonner le pactole dont elles vivent (en particulier le pétrole). Enfin, les populations ne sont pas particulièrement favorables aux activistes étrangers de l'EI. A savoir que si les Libyens ne constituent pas un «peuple» mais plutôt un conglomérat de tribus, ils ont une grande répulsion pour tout ce qui vient de l'extérieur.

Cela dit, la progression de Daesh qui compterait quelques 3000 combattants est inquiétante. L'EI contrôle désormais 250 kilomètres de côtes autour de Syrte qui est devenu le «Raqa libyen», un peu la «devanture» du mouvement qui y applique ses lois. Il progresse vers les champs pétroliers plus au sud-est. Un grand sujet d'inquiétude est le ralliement possible de milices chargées de les défendre (en échange de la poursuite de leurs juteux trafics).

L'autre inquiétude réside dans la jonction possible avec Boko Haram (Nigeria) et l'extension des opérations terroristes dans tout le Sahel et particulièrement en Tunisie. A cela vient s'ajouter le problème des migrants qui n'a pour l'instant aucune solution.

Est-ce la conséquence directe de la première guerre de Libye?

La conséquence de la première guerre de Libye est la constitution d'une zone grise où Daesh a pu s'implanter durablement et de récupérer quantités d'armes. Quoiqu'en disent les responsables politiques français aux affaires à l'époque, cette intervention a été catastrophique pour la stabilité de l'ensemble de la région et a démontré un aveuglement coupable.

Le Charles de Gaulle serait plus utile au large des côtes libyennes que dans le Golfe persique. Il serait aussi utile de renforcer le dispositif de Barkhane au Niger.

Une nouvelle intervention militaire est-elle inéducable?

Cela est extrêmement compliqué. Il faut obtenir un vote du Conseil de sécurité de l'ONU adoptant une résolution de recours à la force (Chapitre VII). Rien ne dit que Moscou et Pékin échaudés par ce qui s'est passé en 2011 (résolution 1973) acceptent de voter favorablement ou, au moins, de s'abstenir.

La deuxième solution consiste à ce qu'un gouvernement unique reconnu par la communauté internationale soit enfin mis sur pied. L'ONU ne ménage pas ses efforts pour obtenir l'accord des assemblées de Tobrouk (légale) et de Tripoli (non reconnue) ayant proposé un gouvernement de transition le 14 décembre. Pour le moment, les députés des deux bords se font tirer l'oreille. De plus, de nombreuses milices sont hostiles à toute intervention extérieure car elles craignent d'être désarmées à terme et de perdre ainsi leurs juteux avantages, en particulier Fajr Libya.

Mais si un gouvernement parvient à réellement être constitué, il pourra alors officiellement faire appel à l'aide militaire internationale. Le problème de légalité politique sera donc réglé.

Quelle forme la coalition pourrait-elle prendre?

Les rumeurs les plus folles courent mais, au niveau occidental, il est fortement question de la participation de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, peut-être de l'Espagne et avec l'appui des Américains. L'opération navale Sophia qui contrôle théoriquement les côtes libyennes pourrait considérablement être renforcée. Rest à savoir quel rôle pourrait être dévolu aux pays voisins de la Libye. Généralement, ils ne font que tenter de verrouiller leur frontière.

Au fond, il manque un Lawrence d'Arabie pour réaliser l'union de toutes les tribus qui bouteront Daesh hors de Libye.

La France peut-elle et doit-elle en prendre le leadership?

Je ne pense pas que ce soit l'objectif. En effet, il faut préserver les apparences. Il convient donc que la direction des opérations, au moins sur le plan politique, soit libyenne. Il est possible de créer un état-major conjoint où des hauts gradés libyens occupent le devant de la scène (un peu comme en Irak en ce moment).

Par contre, les moyens militaires français sont actuellement au taquet. Si la décision est prise, il va donc falloir réduire la voilure. Par exemple, le Charles de Gaulle serait plus utile au large des côtes libyennes que dans le Golfe persique. Il serait aussi utile de renforcer le dispositif de Barkhane au Niger. En effet, depuis cette région des raids des forces spéciales pourraient être lancés dans le Fezzan.

Les Russes doivent-ils être associés dès le départ?

C'est obligatoire sur le plan politique. Je vous ai parlé des réticences de Moscou sur à la résolution de l'ONU n° 1973 de 2011 qui avait largement dépassé son mandat passant de la défense des populations civiles à faire tomber Kadhafi. Les deux pays ont juré que l'on ne les y reprendrait pas. Mais les intérêts peuvent évoluer d'autant que les Russes et les Chinois fondent des espoirs de développement économique sur le continent africain, certes à long terme.

La guerre doit-elle être menée au sol?

Il y a déjà beaucoup d'hommes au sol quand on compte toutes les milices. Le problème est qu'elles sont totalement indépendantes et ont des intérêts totalement différents. Leur implantation est généralement locale. Il va falloir négocier fermement. Au fond, il manque un Lawrence d'Arabie pour réaliser l'union de toutes les tribus qui bouteront Daesh hors de Libye.



[\(<http://plus.lefigaro.fr/page/alexandredevecchio>\)](http://plus.lefigaro.fr/page/alexandredevecchio)

Alexandre Devecchio (<http://plus.lefigaro.fr/page/alexandredevecchio>)

[Suivre \(<http://plus.lefigaro.fr/fpservice/follow/membre/81325031242245596367369127435013/2540921>\)](http://plus.lefigaro.fr/fpservice/follow/membre/81325031242245596367369127435013/2540921)

Journaliste au Figaro et responsable du FigaroVox. Me suivre sur Twitter : @

[\(\[https://twitter.com/Alex_devecch\]\(https://twitter.com/Alex_devecch\)\)](https://twitter.com/Alex_devecch)AlexDevecchio
